

D 47 BRÉSIL: S.O.S. EN FAVEUR DES 36 PRISONNIERS POLITIQUES DE SAO PAULO  
A LEUR 18e JOUR DE GREVE DE LA FAIM

Nous venons de façon urgente vous communiquer les faits suivants:

- 1- Les 36 prisonniers politiques continuent la grève de la faim commencée le 9 juin. C'est aujourd'hui le 18e jour. L'état de santé des 36 prisonniers est désespéré et quelques-uns se trouvent déjà hospitalisés et reçoivent des transfusions de sang. Aucun d'entre eux ne parvient plus à se lever du lit. Mais ils continuent cependant avec fermeté et ils sont disposés à aller jusqu'à la mort.
- 2- Jusqu'à aujourd'hui, 26 juin, aucun des trois évêques auxiliaires de Sao Paulo n'a obtenu l'autorisation de voir les 36 prisonniers politiques, bien que cela fasse dix jours qu'ils s'obstinent dans ce sens.
- 3- Jusqu'à aujourd'hui, 26 juin, le Secrétaire Général de l'Episcopat, Dom Ivo Lorscheiter, n'a reçu aucune réponse à sa lettre d'appel adressée au ministre de la Justice. Cet appel urgent a été fait le 16 juin, conformément aux déclarations du Jornal do Brasil et de O Estado de Sao Paulo du 17.
- 4- Le Tribunal Militaire Supérieur (STM) a rejeté à l'unanimité, le vendredi 23 juin, au cours d'une réunion secrète tenue à Rio de Janeiro, la demande de retour des trois religieux dominicains à Sao Paulo. L'avocat, Me Mario Simas, dénonçait dans son recours l'illégalité du transfert des prisonniers au Pénitencier de Presidente Wenceslau et faisait état d'empêchements du droit de défense concernant ses clients. A cours d'arguments légaux, le Tribunal Militaire Supérieur a affirmé que les religieux avaient organisé une "cellule subversive" à la Prison Tiradentes. Or les dominicains ne se trouvaient plus à la Prison Tiradentes, mais à la Prison de Carandiru où ils avaient été mis en isolement à la suite de leur participation à la grève de la faim en compagnie des autres prisonniers.

Nous en appelons avec urgence aux agences de presse nationales et internationales pour qu'elles rendent publique cette très grave situation, et pour qu'elles adressent un appel urgent

à la Croix Rouge Internationale  
à l'Association Internationale des Juristes  
au Conseil Oecuménique des Eglises  
au Saint-Siège  
et à tous les hommes de bonne volonté

afin que tout soit fait pour mettre un terme à cette situation désespérée qui peut se traduire par une issue fatale à tout moment.

Sao Paulo, le 26 juin 1972